

«Ne va pas te coucher en colère!»

Depuis 2009, elle est membre du parlement municipal bernois et veut aujourd'hui se faire élire au Conseil national: Aline Trede (28 ans), cheffe de campagne de l'ATE.

Organiser sa propre campagne électorale devrait en principe être un jeu d'enfant pour une cheffe de campagne professionnelle. Or ce n'est pas le cas: «S'engager pour sa propre personne est plus difficile que pour une cause», souligne Aline Trede. Elle sera en campagne jusqu'au 23 octobre si bien qu'elle a provisoirement réduit son travail au sein de

l'ATE à 60 pour cent. La présentation de la candidate et vice-présidente des Verts témoigne de beaucoup de professionnalisme: sur sa photo de campagne, elle apparaît vêtue d'un habit de travail vert, les manches retroussées, avec le Palais fédéral en arrière-plan. Elle porte bien visiblement au revers un badge «Nucléaire – non merci», le regard assuré visant droit dans l'objectif. «Authentiquement fort – authentiquement vert» est sa devise qui se réfère à l'année d'émancipation 2011. Et on la croit sur parole. Elle dit avoir ressorti l'ancien symbole des femmes des années 1930, «lorsque les femmes relan-

çaient l'économie à la maison». Pour sa campagne électorale, elle peut compter sur une alliée inestimable: maman Trede.

Aline Trede n'a pas attendu l'année des élections pour aligner ses sorties officielles et engranger les succès. L'un s'est produit il y a quelques semaines seulement: après la votation extrêmement serrée sur les impôts des véhicules motorisés au canton de Berne, elle a réussi avec le soutien des Jeunes Verts à déposer un recours contre la validité du vote et à imposer que l'on recompte les voix. Mais comme de nombreuses communes avait déjà détruit les bulletins de vote, le Conseil d'Etat a ordonné un nouveau scrutin. Il existe donc une chance que les impôts sur les véhicules motorisés ne soient pas abaissés aussi massivement que le préconise le «projet populaire» d'un garagiste accepté par une majorité plutôt aléatoire.

Après ses études de sciences de l'environnement à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich, elle a rejoint en 2008 l'ATE pour en diriger les campagnes. En très peu de temps, elle a récolté le nombre suffisant de signatures de l'initiative populaire «Pour les transports publics». En fine tacticienne, elle mise aussi sur Facebook et Twitter pour diffuser son message personnel: «Ne va pas te coucher quand tu es en colère; reste éveillé et bats-toi.»

Daniel Vonlanthen



Motivation: la sauvegarde du climat

Que ce soit en Valais ou en Amérique du Sud, les changements climatiques se manifestent. Aurélie Eberle (20) veut agir.

Membre des Jeunes Verts depuis 2009, Aurélie Eberle se lance dans la campagne animée d'un bel esprit d'équipe, avec l'espoir de voir enfin les Verts valaisans remporter un siège du Conseil national. Cette jeune étudiante vient de

faire le plein d'énergie pendant une année sabbatique, entre sa maturité obtenue en juin 2010 et ses débuts à la HEP de Fribourg cet automne.

Grâce à sa scolarité passée en Suisse romande et des parents germanophones, Aurélie est parfaitement bilingue français-allemand. Elle a également perfectionné son espagnol durant un séjour de trois mois en Amérique du Sud, dont un

mois comme bénévole au Pérou. Dans ces régions, elle a été confrontée aux conséquences des changements climatiques, comme elle l'avait été précédemment en Valais. Lors d'une excursion dans des montagnes volcaniques du Chili, elle a appris comment leur couverture neigeuse avait fondu en quelques années. «Les changements climatiques se manifestent partout sur la planète. C'est pourquoi je



souhaite agir activement pour y remédier.», explique Aurélie Eberle pour illustrer sa motivation.

Si elle a choisi d'étudier à Fribourg, c'est parce qu'elle y a trouvé les conditions les plus agréables pour une formation d'enseignante bilingue. Côté écologie, cette fille d'un pionnier du bio a aussi été à bonne école. Ses parents, tenanciers d'un hôtel végétarien à Granges s/Salvan, ont été des précurseurs en Valais, lorsqu'ils ont décidé d'utiliser exclusivement des produits issus de la culture bio. Au début, son père passait presque pour un «extra-terrestre». De cet esprit de résistance, elle a retenu qu'on ne peut vraiment faire avancer les choses que si l'on conserve son idéal.

Convaincue à son tour, Aurélie Eberle accordera la priorité dans cette campagne électorale à la sortie du nucléaire et à la

promotion des énergies renouvelables. Elle souhaite aussi combattre la hausse des prix des transports publics, défendre les médecines complémentaires et l'éga-

lité entre les êtres humains, ainsi qu'appeler les jeunes à s'engager plus en politique, «parce que c'est nous qui faisons l'avenir».

Marie-Claire Chamot Iuliano

Pour un service public fort

Fribourgeois bilingue, Simon Bischof (19) s'engage pour le service public, un domaine qui le fascine.

A 19 ans, Simon Bischof est membre de plusieurs comités et enchaîne les

mandats. «J'aime lancer des forces nouvelles; c'est pourquoi je suis membre fondateur de beaucoup de choses.», confesse volontiers ce citoyen du district fribourgeois de la Glâne. Fraîchement diplômé, ce gestionnaire du commerce de détail

profite de son bilinguisme tant en politique et qu'au service clientèle de la poste Bärenplatz à Berne. Sa passion pour un service public de qualité et sa sensibilité pour les questions syndicales ont amené Simon Bischof à adhérer à Jeunesse socialiste en 2006. En tant que pétitionnaire pour le «rétablissement de la ligne de bus entre la Basse-Glâne et Moudon», il s'est intéressé de près aux défis des transports publics et aux activités de la section fribourgeoise de l'ATE. Elle l'a accueilli en son comité cantonal en 2009, alors qu'il était âgé de 16 ans. Fort de ses expériences en sa qualité de membre de la Commission transports de la région Glâne-Verveyse et de la Communauté d'intérêts pour les transports publics, il s'est porté candidat au Conseil national où il entend combattre tous les projets qui avantagent la route par rapport au rail et étendre les droits des travailleuses et travailleurs, notamment la protection contre le licenciement des «lanceurs d'alerte».

Marie-Claire Chamot Iuliano

